

## **LES AFRIQUES DIPLOMATIE (Groupe LES AFRIQUES)**

219 bis, bd Zerktouni, Casablanca - Maroc

### **Vladimir Poutine veut-il recréer la Grande Russie ?**

Interview Jean-Sylvestre Mongrenier (publication le 3 avril 2014)

Propos recueillis par Ibrahim SOULEYMANE, Rédacteur en Chef

#### **1. Comment analysez-vous l'attitude de la Russie dans ce problème géopolitique qui secoue l'Ukraine depuis quelques semaines ?**

La guerre commerciale menée par le pouvoir russe à l'encontre de l'Ukraine, dès le mois d'août 2013, et les pressions multiformes exercées sur le gouvernement ukrainien de l'époque, un « *mix* » de sanctions positives et négatives (promesse d'aide financière et menaces de rétorsions), ont confirmé l'importance géopolitique conférée par Vladimir Poutine à l'Ukraine.

Poutine a fait de l'Ukraine la pierre d'angle de son projet d'« Union eurasienne », l'idée directrice étant de reconstituer une sorte d'union soviétique, plus souple et efficace que l'ex-URSS, sur le modèle envisagé autrefois par Iouri Andropov. A la tête du KGB de 1967 à 1982, Andropov avait succédé à Brejnev et il voulait s'inspirer de la politique de Deng Xiaoping pour instituer une forme de « léninisme de marché ». Il est mort avant d'avoir pu entamer cette transformation.

Après avoir signé avec Kiev un « partenariat stratégique », Poutine aurait voulu rallier l'Ukraine à l'Union douanière Russie-Biélorussie-Kazakhstan, puis l'intégrer dans l'Union eurasienne (horizon 2015). L'insurrection civique ukrainienne a contrarié ce projet, d'où l'occupation militaire de la Crimée et son annexion, illégale au regard du droit international. A défaut d'avoir l'Ukraine en totalité, il veut en posséder une partie, plus ou moins vaste, affaiblir ce qui reste et lui interdire de se tourner vers l'Occident.

## **2. Les sanctions internationales décidées par l'Europe et les Etats-Unis suffiront-elles à faire plier le président Vladimir Poutine qui vient d'annexer la Crimée?**

Elles produisent déjà des effets sur l'économie russe et, sur les trois premiers mois de l'année, l'évasion des capitaux depuis la Russie est déjà supérieure au montant de 2013. Et les sanctions économiques à proprement parler n'ont pas encore été mises en place, Américains et Européenne s'étant entendus sur une « riposte graduée » (voir le G7 de La Haye, 24 mars 2014). L'idée est de ménager une porte de sortie à Poutine et de pouvoir reprendre les négociations.

Dans l'immédiat, les Occidentaux cherchent à dissuader Poutine de pousser son avantage plus loin et de déstabiliser, voire de saisir militairement, l'Est et le Sud de l'Ukraine. La menace est réelle, du fait du discours russe sur l'Ukraine (« L'Ukraine n'est pas un Etat mais un territoire »), et du déploiement de 100 000 soldats russes sur les frontières orientales. La situation est très tendue et, dans les capitales occidentales, on s'interroge sur les intentions de Poutine. Rappelons que le 4 mars dernier, le président russe avait affirmé ne pas vouloir annexer la Crimée.

Il faut voir dans la crise autour de la Crimée, avec la mise en place de sanctions, un « point tournant » dans les relations avec la Russie. C'est dans la durée, si la détermination prévaut, que les mesures occidentales pourront produire des effets de fond. Les sanctions doivent être le point de départ d'une nouvelle politique russe, une politique fondée sur la réalité politique, stratégique et militaire de ce pays. L'erreur aura été de projeter les catégories occidentales sur le pouvoir russe et d'ignorer volontairement tout ce qui venait contrarier notre « image » de ce pays.

## **3. L'affaire de la Crimée est-elle un cas isolé ? Ou bien pensez-vous que le président Poutine a une vision plus large pour tenter d'asseoir l'influence de la Russie dans la région?**

Comme cela est indiqué plus haut, la vision russe est bien plus large. Poutine a précisé depuis sa vue-du-monde, dans le discours qu'il a prononcé le 18 mars dernier, devant le Conseil de la Fédération. Les arguments mis en avant, pour justifier la décision unilatérale d'annexer la Crimée, sont extensibles à tous les territoires qui abritent des populations russes et russophones.

Actuellement, l'Est et le Sud de l'Ukraine sont sous tension. A l'ouest de l'Ukraine, la rive gauche du Dniestr, en Moldavie, est aussi l'objet convoité de cette politique panrusse. Depuis le début des années 1990, les Russes et Russophone de ce territoire, dénommé la Transnistrie, ont constitué un « Etat de *facto* » qui bénéficie de la protection d'un bon millier de soldats russes, en place depuis l'époque soviétique.

Un raid géopolitique russe vers Odessa, puis vers Tiraspol – cette ville de Transnistrie étant la pseudo-capitale de cet Etat de *facto* -, ne saurait être exclu. Dès lors, la totalité du littoral ukrainien de la mer Noire serait sous contrôle russe, ce qui faciliterait par ailleurs les relations avec la presqu'île de Crimée, un territoire géographiquement disjoint de la Russie.

En l'absence d'une politique occidentale ferme et inscrite dans la durée, nous pourrions craindre à terme des manœuvres de déstabilisation dans les pays baltes, la revendication d'un corridor vers Kaliningrad (l'ancienne Königsberg), à travers la Lituanie. On comprend donc que le révisionnisme géopolitique de Poutine est très dangereux. Quelque 27 % des frontières européennes datent d'après 1989, et tout cela pourrait tourner à la foire d'empoigne généralisée.

#### **4. La Russie qui s'oppose ces derniers temps aux positions occidentales dans plusieurs dossiers comme en Syrie ou en Ukraine, tente-elle de recréer un monde « bipolaire » comme au temps de l'ex-Union soviétique ?**

Trois mots résument la « grande stratégie » de Poutine : révisionnisme, réunionisme et revanchisme. La « révision » des frontières et la formation d'une Grande Russie s'inscrivent dans le projet plus large de réunion, autour de Moscou, des Etats successeurs de l'URSS. Il doit être entendu que le projet d'Union eurasiennne n'est pas celui d'un simple marché commun, un lâche ensemble qui serait le cadre institutionnel d'un eurasisme pragmatique, à vocation économique et commerciale. Le Kremlin développe un projet d'union très intégré, politiquement et économiquement.

Ce « réunionisme » est animé par la volonté de reconstituer une force d'opposition à l'encontre de l'Occident, et de se poser en puissance tierce, entre la Chine et l'Ouest. Le « discours multipolaire » pratiqué par la diplomatie russe est d'abord une polémique, au sens étymologique du terme, à l'encontre de l'Occident. Poutine pense et agit dans les termes d'un monde tripolaire. C'est à l'encontre de l'Occident qu'il pense, conçoit et organise la « Russie-Eurasie ».

Poutine et la plupart des dirigeants russes raisonnent en termes de guerre froide et de revanche. Si les leaders occidentaux sont dans le déni et ne cessent d'insister sur le fait que nous ne sommes plus à l'époque de la Guerre froide proprement dite, Poutine leur impose bel et bien son « paysage mental » et agit en fonction de sa perception du monde. Ce « revanchisme » est un élément moteur. Concrètement, la crise actuelle a fait voler en éclats le discours antérieur sur la « maison commune », les interdépendances vertueuses et la « Grande Europe, de Lisbonne à Vladivostok ».

## 5. Pour terminer, comment pensez-vous que cette affaire de l'annexion de la Crimée risquerait d'évoluer?

Il faut toujours prévoir le pire, pour qu'il n'advienne pas, et ne jamais désespérer. A mon sens, cette crise est un point de départ. Si, à l'heure actuelle, Poutine semble temporiser, c'est pour jauger le rapport des forces et la détermination du front occidental. Cela ne signifie pas qu'il soit prêt à se contenter de cette presqu'île et à remiser son grand projet eurasiatique qui, dans son esprit, a une dimension historique. Il y va de la « Grande Russie » et du jugement que l'Histoire portera sur sa personne. Cette dimension du personnage, ce sentiment d'avoir un destin, ne doivent certainement pas être négligés.

Face à ces ambitions, l'Occident combine une posture militaire de dissuasion, dans le cadre de l'OTAN, un front diplomatique commun et des sanctions diplomatico-économiques qui pourraient être élargies à l'économie (énergie, industrie d'armement, finance). La stratégie d'action de l'Occident privilégie la géoéconomie et ces mesures ont déjà produit des effets. L'évasion des capitaux met en évidence la fragilité d'une économie pétro-dépendante, non point « émergente » ou « *high tech* ».

On devise beaucoup sur les exportations énergétiques russes vers l'Europe et la dépendance de cette dernière. Si la dépendance globale de l'UE est à hauteur de 25 % de ses besoins en gaz les taux vont de 75 à 100 % pour l'Europe centrale et orientale. Cela dit, cette dépendance est un peu moindre que précédemment et, surtout, les évolutions énergétiques globales vont dans le bon sens, d'un point de vue européen à tout le moins. On s'achemine vers un marché mondial du gaz, plus flexible, et la prochaine entrée en ligne des exportations américaines de gaz, accélèrera ce mouvement. Il faut aussi prendre en compte les gisements d'hydrocarbures de Méditerranée orientale, sans parler de la plus grande efficacité énergétique dans l'UE. Bien sûr, nous raisonnons ici à moyen terme.

Enfin, la Russie exporte avant tout du pétrole et du gaz (70% de ses exportations), très largement à destination de l'Europe. Ces exportations sont vitales pour l'économie russe, principalement tournée vers l'UE (Union européenne). La moitié des exportations russes se fait l'UE. Dans le sens inverse, les exportations de l'UE vers la Russie représentent environ 7 % du total et, pour la zone Euro, c'est à peine 5 %. Il faut donc relativiser les choses, et ne pas sous-estimer la puissance économique virtuelle de l'UE. Le pouvoir russe parle-t-il de substituer l'Asie à l'Europe ? Les neuf dixièmes de la production russe de pétrole et de gaz sont assurés par la Sibirie occidentale et acheminés vers l'Europe, au moyen de « liens fixes » (oléoducs et gazoducs). A la différence d'un pétrolier, il n'est guère aisé de dérouter un *pipeline* ! Si l'on considère le cas du gaz, près des deux tiers de la production russe sont consommés sur place, avec moult gaspillages. Le tiers de ce

gaz est exporté vers l'Europe, ce qui est 10 fois supérieur aux volumes exportés vers l'Asie. Le gouvernement russe n'est d'ailleurs pas encore parvenu à négocier avec Pékin la construction de deux gazoducs depuis Angarsk (Sibérie orientale) vers Daqing (Mandchourie).

**Jean-Sylvestre Mongrenier**  
**Chercheur associé à l'Institut Thomas More**